

## Des géants américains tentent d'affaiblir le projet de loi sur le travail forcé des Ouïghours

Des grandes entreprises américaines tentent de faire pression sur le Congrès, qui va devoir décider du sort de ce projet de loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours, déjà passé à la Chambre le 22 septembre 2020 avec une écrasante majorité de voix.

Par [Clémence Maquet](#) - [@clemencemaquet](#)

Publié le 2 décembre 2020 à 19h16



Photograph: Ben Blanchard / Reuters

Aux États-Unis, [Nike](#), Coca-Cola, ou encore Apple, sont parmi les entreprises à tenter d'empêcher le projet de loi pour la prévention du travail

forcé des Ouïghours. Et pour cause, **leurs intérêts divergent** de ceux de ces minorités opprimées : leurs chaînes de production reposant en partie sur cette région de la Chine et ses travailleurs, les grands groupes craignent des conséquences économiques néfastes à leurs affaires. Certaines, en guise de défense, tentent donc de **faire pression** sur le Congrès, essayant d'étendre les deadlines, de faire ajouter des modifications, ou encore de suggérer une meilleure prise en considération de leurs intérêts.

Le projet de loi a déjà été accepté par la Chambre et doit maintenant être jugé par le Congrès, sur lequel les grands groupes américains tentent d'influer, d'après les révélations du [\*New York Times\*](#). Si la loi était votée, les États-Unis se devraient de refuser toutes marchandises fabriquées par les Ouïghours, à moins qu'elles ne soient prouvées exemptes de travail forcé. Ce peuple turcophone de la région du Xinjiang se voit persécuté par la Chine dont les outils de contrôle et de [surveillance numérique](#) ne font qu'amplifier le phénomène, et les exploitations ne sont pas rares. Bien documenté depuis 2018, cette [persécution \(pdf\)](#) prend diverses formes : de l'internement dans des prisons au [contrôle numérique](#), en passant par le travail forcé des citoyens dans les usines chinoises de vêtements et de chaussures.

## **Les positions ancrées et douteuses des entreprises américaines au Xinjiang**

Dans un [rapport](#) de l'ASPI (Australian Strategic Policy Institute, un groupe de réflexion basé à Canberra) publié en 2020, on découvre les liens entre les fameuses marques américaines, part entière de l'histoire et de la culture populaire aux États-Unis, et le travail forcé des minorités.

“Dans des conditions qui suggèrent fortement le travail forcé”, les Ouïghours travaillent dans des usines qui font partie des chaînes d'approvisionnement **d'au moins 82 marques mondiales bien connues** des secteurs de la technologie, de l'habillement et de l'automobile, dont [Apple](#), BMW, Gap, [Huawei](#), Nike, Samsung, Sony, ou encore Volkswagen. De quoi motiver ces mêmes entreprises à faire pression pour qu'une loi protégeant leurs travailleurs exploités évite d'être adoptée.

## Nike, un exemple loin d'être unique

Nike, par exemple, qui figure parmi les entreprises tentant d'influer sur le Congrès, est bien connu pour [employer des travailleurs Ouïghours](#). **Qingdao Taekwang Shoes Co**, par exemple, est un fournisseur de Nike depuis plus de 30 ans, il dirige l'une des plus grandes usines de la marque américaine. L'usine se situe pourtant dans la province de Qingdao, à Laixi, à plus 3000km de la capitale du Xinjiang. Comme beaucoup, ces travailleurs Ouïghours ont été envoyés ici par les autorités locales par groupes de 50 pour travailler loin de chez eux. “Nous pouvons nous promener, mais nous ne pouvons pas rentrer [au Xinjiang] par nous-mêmes”, a déclaré une femme ouïghoure en dehors de l'usine au *Washington Post* en février. À la fin de leur travail, ces employés de rentrent pas dans leur pavillon retrouver leurs familles : ils rejoignent leurs dortoirs sous surveillance, passant devant le poste de police de l'usine recouvert d'écritures ouïghoures leur imposant de “rester fidèles au Parti Communiste” et “de garder une discipline correcte”.

Cette usine est l'un des exemples des nombreux lieux où les Ouïghours travaillent actuellement dans des conditions déplorables, qui mènent à parler de travail forcé. “Le gouvernement chinois exporte maintenant la culture punitive et l'éthique des camps de rééducation du Xinjiang vers des usines à travers la Chine”, a déclaré Vicky Xiuzhong Xu, auteur principal du rapport de l'ASPI. Dans un [rapport](#) d'une conférence sur “les avancées de la région autonome en matière de réduction de la pauvreté” en 2019, les autorités y déclaraient que “le transfert d'emploi a non seulement aidé les personnes dans le besoin à augmenter leurs revenus et à sortir de la pauvreté, mais a également aidé les jeunes travailleurs migrants à changer d'avis, à rester à l'écart des extrêmes religieux, à acquérir des connaissances (...). Les connaissances intérieures, les influences culturelles et les échanges et le mélange de divers groupes ethniques ont grandement influencé et changé leurs concepts idéologiques, leurs modes de pensée et leur vision spirituelle”. Un aveu à demi-mot des objectifs de “rééducation” sous-jacents aux placements des Ouïghours dans les usines chinoises.

Nike, qui participe passivement à ce phénomène de répression et d'exploitation, se défend de mener quelque activité non éthique ou irresponsable, et argue respecter les droits de l'homme tout au long de sa chaîne de production. Si la nouvelle loi contre le travail forcé des

Ouïghours passait, l'entreprise pourrait être forcée de **fournir des preuves** conséquentes de sa non-implication dans les mécanismes chinois de répression et de contrôle des Ouïghours.

## Les enjeux économiques d'une loi ambitieuse

Ces entreprises, dont les chaînes d'approvisionnement touchent le Xinjiang, n'ont aucun intérêt à voir une telle loi passer, loi tentant de protéger les droits de l'homme, et plus précisément ceux des travailleurs de la région. Ainsi, les lobbyistes se battent fermement à coup d'investissement pour édulcorer leurs dispositions, expliquant que bien qu'ils condamnent fermement le travail forcé et les atrocités actuelles au Xinjiang, les exigences ambitieuses de la loi pourraient faire des ravages sur les chaînes d'approvisionnement profondément ancrées en Chine. Sophie Richardson, la directrice chinoise de Human Rights Watch, a déclaré en avril 2020 que le projet de loi était sans précédent. Il pourrait amener à exercer une pression sur les entreprises considérées comme ayant une certaine influence auprès des autorités chinoises par les liens économiques entretenus, telles que Nike, Apple, ou [Coca-Cola](#).

En réalité, toutes les marchandises issues du travail forcé sont interdites aux États-Unis **depuis 1930**, sous condition d'une preuve raisonnable de ce phénomène. Les lois tentant de protéger les Ouïghours passées depuis mai dernier renforcent juste l'attention donnée à ces phénomènes en leur offrant de nouvelles modalités, axées précisément sur le contexte de la vulnérabilité de ces minorités en Chine.

Le problème, dans le cas du Xinjiang, est **double** : il est extrêmement difficile dans un État aussi imperméable que la Chine de se procurer des preuves tangibles, autant qu'il est clair que les chaînes de productions des entreprises majeures sont profondément ancrées dans la région, reposant parfois sur le travail forcé. De plus, l'énorme région du nord-ouest chinois est globalement une mine d'or pour la Chine et le monde. Elle produit de grandes quantités de matières premières comme le coton, le charbon, le sucre, les tomates, et le [silicium](#) polycristallin (utilisé dans l'industrie des semi-conducteurs, comme les puces ou les cellules photovoltaïques).

## Le coton, une des marchandises chinoises problématique

Dans le cas du coton, par exemple, l'ouvrage *The Fabric Full of Lies* nous apprend que le Xinjiang produit environ 20% de tout le coton consommé dans le monde, et 84% du coton chinois. De plus, les exportations sont souvent mélangées avec du coton d'autres pays, dans les usines de vêtements des grandes marques, au Bangladesh, au Vietnam, au Cambodge ou en Indonésie. Selon un article d'août 2020 du New York Times, environ un vêtement en coton sur cinq vendu dans le monde contient du coton ou du fil provenant du Xinjiang. Des preuves ont également été rapportées par les enquêtes du *New York Times* et du *Wall Street Journal*, mettant en évidence les liens entre la détention de Ouïghours et les chaînes d'approvisionnement des principaux détaillants de mode.

Sans moyen pour tracer l'origine et différencier ces différents types de coton, Stephen Lamar, président de l'American Apparel and Footwear Association (AAFA), avance que cette législation "ferait des ravages" sur les chaînes d'approvisionnement de l'industrie du vêtement aux États-Unis. Selon lui, une interdiction générale des importations de tout le coton du Xinjiang serait extrêmement difficile -voir impossible- à appliquer, au vu de son utilisation si répandue. De plus, les preuves que les produits sont exempts de travail forcé des Ouïghours pourraient être difficiles à fournir.

## Le sort des populations Ouïghours de plus en plus éclairé

Le rapport d'ASPI Ouïghours à vendre révélait que plus de **80 000 Ouïghours** avaient été transférés hors du Xinjiang pour travailler dans des usines à travers la Chine entre 2017 et 2019, quand même certains d'entre eux avaient été envoyés directement dans des camps de détention, les fameuses prisons que l'on voit de plus en plus documentées.

De nombreux autres rapports font état de détentions arbitraires, de travaux forcés dans des usines voisines, de promesses de loyauté forcée envers le Parti communiste chinois et de renoncement à l'islam, ainsi que de récits de conditions de torture et d'autres abus. Les estimations du nombre de Ouïghours détenus varient de 1 à 2 millions, le tout dans des dizaines de camps d'internement.

## **Assurer les droits de l'homme au Xinjiang, le credo américain ?**

Cette loi sur le travail forcé de cette minorité fait, de plus, suite à une [loi promulguée](#) par le Président Trump en juin 2020, traitant la politique des droits de l'homme pour les Ouïghours. Le projet de loi autorisait l'imposition de sanctions américaines contre les responsables chinois responsables de la détention et de la persécution des Ouïghours. Le gouvernement peut maintenant geler les avoirs de tout individu qui serait responsable de violations des droits humains dans le Xinjiang, et même l'interdire d'entrer sur le territoire. Cette loi avait, elle, été adoptée par les deux chambres de la législature américaine à la quasi-unanimité. De quoi faire trembler Nike, Coca-Cola, ou encore Apple face au Congrès qui devra décider du sort de ce second projet de loi protégeant les Ouïghours.

Ayant reçu un soutien bipartite à la Chambre lors de son premier passage, avec une marge de 406 contre 3, le personnel du Congrès avance que cette loi contre le travail forcé des Ouïghours pourrait bien se voir adoptée très prochainement. Malgré les pressions des lobbys et des grandes entreprises, ils espèrent la voir promulguée par l'administration Trump finissante, ou la nouvelle du Président Biden, qui prendra ses fonctions le 20 janvier 2021.